



**PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

**AVIS DE CONCESSION D'UN SERVICE PUBLIC LOCAL
DE FOURRIÈRE AUTOMOBILE DANS L'AVEYRON
(Règlement de la consultation)**

Date limite de dépôt et de réception des candidatures : 27 novembre 2025

Déclaration de candidature

Date :

Nom de la société :

Bon pour acceptation :
(Signature et cachet)

ARTICLE 1^{ER}

OBJET DE LA CONSULTATION

Le contrat de concession de service public de fourrière automobile a pour objet de confier pour le compte de l'État, représenté par la préfète de l'Aveyron, autorité de fourrière concédante, la gestion du service public des fourrières automobiles sur les secteurs d'activité définis à l'article 2 de cet avis de concession.

La présente consultation aboutira, au terme de cette procédure, à la sélection d'entreprises pour l'exécution des opérations de fourrières automobile à compter du **27 novembre 2025**.

Elle est passée en application des dispositions du code de la commande publique de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830229A) fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession et de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830221A) fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

ARTICLE 2

SECTEURS D'ACTIVITÉ SOUMIS À LA PUBLICITÉ ET À LA MISE EN CONCURRENCE

La concession de service public est répartie sur trois secteurs géographiques d'activité correspondant :

- à l'arrondissement de Rodez hors communes de Rodez et d'Onet-le-Château,
- à l'arrondissement de Millau hors commune de Millau,
- à l'arrondissement de Villefranche-de-Rouergue hors commune de Villefranche-de-Rouergue.

ARTICLE 3

DURÉE DE LA CONVENTION DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

La durée de la présente concession de service public de fourrière automobile est de cinq ans.

ARTICLE 4

MOYENS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire devra posséder les moyens en matériels et en personnels nécessaires à l'accomplissement de sa mission (enlèvement, gardiennage, gestion du parc de véhicules notamment sécurité et suivi des entrées et sorties).

Les moyens consacrés à l'activité, pour chacun des secteurs concernés, sont indiqués à l'[annexe n°1](#).

Le concessionnaire devra justifier d'un agrément de gardien de fourrière délivré par la préfète de l'Aveyron, en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente concession de service public, conformément à l'article R. 325-24 du code de la route.

ARTICLE 5

ORGANISATION DE LA MISE EN FOURRIÈRE SUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Un seul gardien de fourrière est affecté pour chaque secteur d'activité.

Un même gardien de fourrière peut être affecté à plusieurs secteurs d'activité.

Chaque fourrière relève d'une autorité unique au sens des dispositions énoncées à l'article R. 325-19 du code de la route. Le concessionnaire s'engage à exécuter la prestation exclusivement pour le compte du préfet de l'Aveyron sur le ou les secteurs qu'il a en concession.

Le préfet de l'Aveyron aura pour seul et unique interlocuteur le gardien de fourrière titulaire de la concession.

Le principe étant l'existence d'un risque immédiat de sécurité routière, les délais d'intervention seront exclusivement motivés par l'urgence et nécessiteront une réactivité totale de la part du gardien de fourrière.

Dans les situations ne présentant pas de risque en matière de sécurité routière, et si l'autorité de réquisition le spécifie expressément, les délais d'intervention devront être raisonnables sans dépasser 48 heures.

ARTICLE 6

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent avis de concession (règlement de la consultation) ainsi que ses 4 annexes :
 - Annexe n°1 relative aux moyens matériels et humains mis en œuvre,
 - Annexe n°2 relative aux conditions d'accueil du public,
 - Annexe n°3 relative aux offres tarifaires,
 - Annexe n°4 relative à l'évaluation de l'expérience acquise en tant que fourrieriste.
- l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile ;
- le cahier des charges de la concession de service public local de fourrière automobile dans l'Aveyron ;

Le dossier de consultation est disponible :

- en téléchargement sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron : <https://www.aveyron.gouv.fr/Publications/Marches-publics>

- sous format papier, sur rendez-vous, à la préfecture :

PRÉFECTURE DE L'AVEYRON
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
Pôle agréments et droits à conduire
CS 73114 12031 Rodez cedex 9

Contact : François BELMONTE
courriel : pref-professions-reglementees-route@aveyron.gouv.fr

ARTICLE 7

MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La préfète de l'Aveyron se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour le dépôt des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

La date limite de réception des offres peut être reportée sur décision préfectorale (Cf. article 12).

ARTICLE 8

PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront intégralement rédigées en langue française.

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous une enveloppe cachetée qui contiendra deux enveloppes A et B également cachetées. Il comprendra les pièces suivantes :

8.1 Dans l'enveloppe intérieure A : recevabilité des candidatures

L'enveloppe A doit impérativement contenir les pièces permettant d'apprécier l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement des usagers devant le service public, les pièces permettant de justifier les capacités professionnelles et financières du candidat ainsi que celles permettant le contrôle de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations sociales et fiscales ; les pièces demandées doivent être transmises, en cas de groupement, par chacun des membres du groupement :

1°) Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;

2°) Une déclaration sur l'honneur attestant :

A) Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11 du code de la commande publique ;

B) Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, exigés en application des articles L. 3123-18 du code de la commande publique pour ce qui concerne la gestion d'un service public concédé, sont exacts.

3°) Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2 du code de la commande publique, le candidat produira les attestations de régularité fiscale et sociale au titre de l'année 2024 :

A) La liasse fiscale 3666 disponible auprès de l'administration fiscale ;

B) Les attestations de régularité sociale disponibles auprès de l'URSSAF ou Caisse générales, Caisse des congés payés.

Au cas où des copies de ces attestations figureraient au dossier, celles-ci devront revêtir la mention manuscrite suivante :

« Je soussigné (nom, prénom et qualité du signataire...) agissant au nom de l'entreprise (désignation Kbis...) atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original. » (Date et signature)

4°) Pour l'appréciation de la capacité économique et financière des candidats, la production des renseignements et documents justificatifs visés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :

A) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;

B) Les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

C) Les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5°) Pour l'appréciation des capacités techniques et professionnelles des candidats, la production de certains renseignements et documents, à savoir :

A) Une déclaration indiquant l'organigramme et la liste du personnel de l'entreprise avec sa qualification ainsi que les matériels dédiés exclusivement à la concession avec, le cas échéant, les modalités de liaison (radio, téléphonie mobile, GSP) ;

B) Les photocopies des permis de conduire de tous les conducteurs de véhicules ;

C) Une copie des cartes grises et des autorisations de mise en circulation (cartes blanches) de tous les véhicules dont le candidat dispose au moment du dépôt de sa candidature ;

D) Une description et des photographies du matériel, de l'équipement technique et des locaux dont le candidat disposera pour l'exploitation du service public concédé et notamment des terrains sécurisés et gardés, du système de contrôle d'accès au parc de stationnement et, le cas échéant, un programme d'investissement ;

E) L'indication des mesures de gestion environnementale concernant le parc de stationnement (mesures préventives contre la pollution des sols) et les véhicules (taux de pollution) applicables au contrat de concession ;

F) Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des qualifications des personnels ou des matériels par des références à certaines spécifications professionnelles ou techniques ;

6°) Le présent avis de concession, avec apposition du (des) signature(s) et cachet(s) de(s) société(s) sur la 1^{ère} page ;

7°) Un extrait du casier judiciaire (bulletin n°3) du représentant légal de l'entreprise (de moins de trois mois) ;

8°) Un extrait du Kbis de moins de trois mois ;

9°) Les statuts de l'entreprise.

8.2 Dans la seconde enveloppe intérieure B : appréciation des offres

Une enveloppe B sera déposée pour chaque secteur pour lequel l'entreprise candidate. Cette enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- 1°) Le bail (ou promesse de bail) ou le titre de propriété (ou promesse de vente) des installations ;
- 2°) Un plan de situation et un plan de masse du ou des dépôt(s) de l'entreprise ;
- 3°) Le cahier des charges et ses annexes paraphés sur toutes les pages, datés et signés par le représentant de la société de fourrière ou par tous les représentants du groupement de sociétés de fourrières avec l'apposition d'un cachet authentifiant la ou les société(s) ;
- 4°) Les documents relatifs aux critères d'appréciation de l'offre définis à l'article 10 du présent règlement de consultation complétés, datés et signés par le représentant de la société de fourrière ou par tous les représentants du groupement de sociétés de fourrière ;
- 5°) L'acte d'engagement (formulaire ATTR1).

L'imprimé ATTR1 est disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-dattribution-des-marches>

ARTICLE 9

CRITÈRES DE RECEVABILITÉ DES CANDIDATURES

- L'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité de traitement des usagers devant le service public ;
- Les garanties professionnelles, administratives et financières du candidat pour assurer la bonne exécution du contrat de concession.

Les demandes incomplètes pourront être régularisées par courrier, courriel ou par dépôt à la préfecture dans un délai de 48 heures après l'ouverture de la première enveloppe par l'administration. Les demandes non conformes par rapport aux dispositions de l'article 8 fixant les conditions de présentation des offres seront renvoyées à leur expéditeur.

ARTICLE 10

CRITÈRES D'APPRÉCIATION DES OFFRES

Sans préjudice des normes législatives et réglementaires supérieures au présent règlement de consultation, les critères retenus pour l'appréciation des offres, seront examinés dans l'ordre suivant :

1^{er} critère : L'appréciation des capacités techniques et professionnelles, pour 40 %, sera appréciée au regard des renseignements et documents apportés au titre de l'appréciation de la valeur technique et professionnelle du candidat, comme prévu au [6° du point 8-1 de l'article 8](#) du présent règlement ;

2^{ème} critère : La qualité du service rendu à l'utilisateur pour 40 % comportant notamment les critères suivants :

- Pour 25 %, la distance entre le(s) lieu(x) de fourrière et les différents lieux d'enlèvement (voir l'[annexe n°1](#)) ;

Ce critère permet d'apprécier la localisation du ou de(s) dépôt(s) du candidat au regard de la nécessité d'une intervention rapide en tous points du secteur concerné. Il peut être mesuré en fonction de la durée (en minute) constatée au moyen du site MAPPY : <http://mappy.com>, entre le(s) lieu(x) de fourrière et le lieu de référence.

- Pour 15 %, les conditions d'accueil du public pour chacun des sites (voir l'[annexe n°2](#)).

3^{ème} critère : Le prix proposé pour 20 % selon les critères indiqués (voir l'[annexe n°3](#)).

Note générale = (note valeur technique x 40%) + (note qualité du service rendu x 40%) + (offre de prix x 20%)

ARTICLE 11

NÉGOCIATION

En application des articles L. 3124-1 et R. 3124-1 du code de la commande publique, l'autorité concédante, après examen de toutes les offres, peut faire usage de la possibilité de négocier avec un ou plusieurs candidats de son choix, avant de se prononcer sur le choix du (des) concessionnaire(s).

Elle procède alors à la sélection du (ou des) soumissionnaire(s) en appliquant les critères d'attribution fixés à l'article 10 du présent avis.

ARTICLE 12

CONDITIONS D'ENVOI OU DE DÉPÔT DES OFFRES

Les offres sont transmises sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé au service ci-dessous, **avant le 27 novembre 2025 à 17h00**, sous pli cacheté contenant les deux enveloppes :

- La première enveloppe intérieure A est cachetée et contient les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 8.1 de l'avis de concession (règlement de consultation). Elle porte les mentions suivantes :
 - concession de service public de fourrières automobiles dans l'Aveyron
 - Enveloppe intérieure A
 - Entreprisesecteur d'activité
- La seconde enveloppe intérieure B est cachetée et contient les offres conformément à l'article 8.2 du présent document. Elle porte les mentions suivantes :
 - concession de service public de fourrières automobiles dans l'Aveyron
 - Enveloppe intérieure B
 - Entreprisesecteur d'activité

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

PRÉFECTURE DE L'AVEYRON
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
Pôle agréments et droits à conduire
CS 73114 12031 Rodez cedex 9

Appel à candidature d'entreprises fourrières automobiles

NE PAS OUVRIR

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixés ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leur expéditeur.

ARTICLE 13

CHOIX DU CONCESSIONNAIRE ET SIGNATURE DES CONTRATS

Au terme de la procédure d'analyse et de négociation des offres, l'autorité préfectorale procédera au choix de l'entreprise.

L'entreprise désignée devra être en capacité de fournir un bail commercial ou un titre de propriété concernant les terrains affectés à la concession ainsi que l'agrément préfectoral y afférant au plus tard le jour de la signature de la convention.

ARTICLE 14

INFORMATION DES CANDIDATS ET DES SOUMISSIONNAIRES NON RETENUS

Lorsque l'autorité concédante décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 3125-1 à R. 3125-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Le service se tient à la disposition des candidats pour leur fournir tout renseignement utile à la présentation de leur candidature, pour autant que la demande de renseignements parvienne quinze jours avant la date de fin de réception des dossiers.

Les renseignements d'ordre administratif et/ou technique peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite auprès du Pôle agréments et droits à conduire de la préfecture de l'Aveyron, CS 73114 12031 RODEZ cedex 9 ou par courriel : pref-professions-reglementees-route@aveyron.gouv.fr

ARTICLE 16

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Les candidats ou soumissionnaires peuvent exercer contre la présente procédure de concession de service :

- un référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative (CJA), avant la signature du contrat.
- un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R. 551-7 à R.551-10 du CJA, dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L.

521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale. Ces recours peuvent être exercés auprès du tribunal administratif de Toulouse – 68, rue Raymond IV - B.P. 7007-31068 TOULOUSE CEDEX 07, Tél : 0562735757, courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr.

ANNEXE 1 : MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS

Moyens matériels et humains prévus pour exécuter la mission conformément à l'article 4 du présent avis de concession :

Secteurs : Arrondissement de RODEZ ☐
 Arrondissement de VILLEFRANCHE DE ROUERQUE ☐
 Arrondissement de MILLAU ☐

Nom de la société :

Nombre de chauffeurs affectés sur le secteur	Numéros de permis de conduire des chauffeurs affectés sur le secteur		
Nombre de véhicules d'enlèvement affectés sur le secteur	Types de véhicules	Capacité d'enlèvement par rotation (en nombre de véhicules)	Équipement GPS

Adresse du (des) lieu(x) de fourrière(s)	Point d'intervention le plus éloigné du dépôt (http://mappy.com)		Surface (en m²) des parcs de stationnement	Nombre de véhicules pouvant être stockés sur le(s) terrain(s) agréé(s)	Modes de surveillance des parcs de stationnement
	En km	En temps			

ANNEXE 2 : CONDITIONS D'ACCUEIL DU PUBLIC

Secteurs :

Arrondissement de RODEZ

☐

Arrondissement de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE

☐

Arrondissement de MILLAU

☐

Nom de la société :

Horaires d'ouverture au public pour visite du véhicule et/ou restitution

Adresse du (des) lieu(x) de fourrière(s) et coordonnées téléphoniques	Téléphones de permanence	Horaires d'ouverture du lundi au samedi	Horaires d'ouverture les dimanches et jours fériés	Total d'heures d'ouverture par semaine

Proximité des transports en commun

Adresse du (des) lieu(x) de fourrière(s)	Conditions d'accès en bus*			
	Indiquer le n° de la ligne de bus – le nom et l'adresse de l'arrêt	Durée du trajet piéton entre l'arrêt de bus et le lieu de la fourrière en min	Fréquence en semaine	Fréquence le weekend et jours fériés

* : si un des lieux de fourrière est situé à proximité d'une gare ferrovière, joindre le tableau identique correspondant

ANNEXE 3 : OFFRES TARIFAIRES

Nom du gardien de fourrière agréé :

Secteurs : Arrondissement de RODEZ ☐
 Arrondissement de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE ☐
 Arrondissement de MILLAU ☐

<i>Frais de fourrière</i>	<i>Catégories de véhicules</i>	<i>Tarifs maxima des frais de fourrière prévus par l'arrêté du 14/11/2001</i> <i>(En euros)</i>	<i>Tarifs proposés</i> <i>(En euros)</i>
Immobilisation matérielle	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t - Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t - Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t - Voitures particulières - Autres véhicules immatriculés - Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception 	7,60	
Opérations préalables	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t - Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t - Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t 	22,90	
	<ul style="list-style-type: none"> - Voitures particulières 	15,20	
	<ul style="list-style-type: none"> - Autres véhicules immatriculés - Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception 	7,60	
Enlèvement	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t 	274,40	
	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t 	274,40	
	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t 	122,00	
	<ul style="list-style-type: none"> - Voitures particulières 	127,65	
	<ul style="list-style-type: none"> - Autres véhicules immatriculés - Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception 	45,70	

Garde journalière	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 44 t \geq PTAC > 19 t - Véhicules PL 19 t \geq PTAC > 7,5 t - Véhicules PL 7,5 t \geq PTAC > 3,5 t 	9,20	
	- Voitures particulières	6,75	
	<ul style="list-style-type: none"> - Autres véhicules immatriculés - Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception 	3,00	
Mise en vente	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules PL 44 t \geq PTAC > 19 t - Véhicules PL 19 t \geq PTAC > 7,5 t - Véhicules PL 7,5 t \geq PTAC > 3,5 t 	120,00	
	- Voitures particulières	100,00	
	<ul style="list-style-type: none"> - Autres véhicules immatriculés - Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception 	50,00	

ANNEXE 4 : ÉVALUATION DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE EN TANT QUE FOURIÉRISTE

Secteurs : Arrondissement de RODEZ ☐
 Arrondissement de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE ☐
 Arrondissement de MILLAU ☐

Nom de la société :

1°) Avez-vous déjà été agréé comme gardien de fourrière ?

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2°) Êtes-vous déjà intervenu comme gardien de fourrière occasionnel ?

OUI	NON
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3°) Niveau d'activité dans ce domaine :

Année	N° du département	Secteur géographique	Dénomination de l'autorité de fourrière	Mode de gestion		Nombre de véhicules détenus	Habilitation SI fourrière (O/N)	Nombres de véhicules mis en fourrière
				Concession de service public (O/N)	Autre mode de gestion			